

Un désastre annoncé

Pour une autre gestion du hooliganisme

La fête du football, que se veut le championnat d'Europe des Nations, a déjà laissé la place à la violence des hooligans, qui ont réussi à s'emparer de l'attention des médias du monde entier.

A la veille de l'Euro 2016, déjà, les polémiques autour des enjeux sportifs, voire de la contestation sociale qui pourrait perturber la compétition, polarisaient l'attention, alors que la question de l'encadrement des supporters européens était évincée du débat public. Cependant, divers spécialistes universitaires, ainsi que les associations de supporters ultras, prévenaient depuis plusieurs années que ce championnat d'Europe s'annonçait particulièrement difficile sur le plan de la gestion de l'ordre public.

Pourquoi un tel pessimisme, alors que les institutions, qu'elles soient sportives, mais surtout étatiques, ne semblent pas préoccupées outre mesure par les violences des fameux hooligans? Les motifs sont divers, le risque numéro un restant celui des attentats à l'image de ceux qui ont touché la France le 13 novembre 2015. Mais, d'autres facteurs permettent de comprendre le pessimisme des spécialistes. Le premier est le format de la compétition qui a été élargi pour favoriser les aspects économiques. Plus de rencontres, cela signifie davantage de droits télévisés. Le niveau sportif a baissé, car cela a permis à un certain nombre d'équipes de second plan de se qualifier. Parmi elles, plusieurs nations de l'ancien Pacte de Varsovie, des pays, où le hooliganisme se porte à merveille.

C'est en Grande-Bretagne, au cours des années 1960, qu'une onde de choc parcourt les stades. Des débordements jusque-là inédits y prennent place: des trains sont saccagés par des supporters, des bagarres opposent les factions rivales indépendamment du résultat de la rencontre. La médiatisation du football propage ces comportements déviants dans toute l'île. Par le biais des compétitions européennes, les hooligans exportent ce modèle sur tout le continent. L'apogée est atteinte avec la catastrophe du Heysel, le 29 mai 1985, avant le match Juventus-Liverpool, lorsque 39 spectateurs, pour leur immense majorité des fans de la Juventus, perdent la vie suite à une charge des hooligans anglais et à une sécurité absente.

Depuis le début des années 1990, la répression alliée à une transformation des stades, ainsi qu'un véritable travail d'investigation pour connaître ces groupes, a permis de réduire drastiquement le hooliganisme en Angleterre. Cette sous-culture du supportérisme radical, a depuis repris de la vigueur dans la partie orientale de l'Europe. A la fin des années 1990, en Pologne, en Russie notamment, des jeunes gens, adeptes de sports de combat, décident de se coordonner pour se battre, loin des yeux indiscrets. Ils se retrouvent dans des bois, en périphérie des villes et s'affrontent violemment et sans armes.

En France, le supportérisme radical est contenu. Le hooliganisme existe, son ancienne place forte était le Parc des Princes, et plus particulièrement la tribune Boulogne. Cependant, les débordements récurrents d'une frange du public parisien ont vu une partie des supporters expulsés de leur stade à travers le plan «Tous PSG» mis en place le 18 mai 2010. De plus, le lancement de la Division nationale de lutte contre le hooliganisme (DNLH), en octobre 2009, n'a pas résolu le problème. Au contraire, la récente gestion lacunaire du supportérisme en France est déconcertante et cela questionne la capacité des autorités à accueillir les foules partisans durant cet Euro 2016.



Les échanges entre les différentes polices européennes n'ont pas permis d'empêcher un groupe de 150 hooligans russes de tenir le devant de la scène médiatique

Au lieu de privilégier un dialogue avec une partie des supporters, les institutions en charge de l'organisation des rencontres sportives ont multiplié les interdictions de déplacements des supporters français, mais aussi européens durant la saison 2015-2016 sous couvert d'état d'urgence. Ainsi, pas moins de 218 rencontres ont fait l'objet d'arrêtés visant à interdire ou restreindre une partie du public de se déplacer sur le territoire national, principalement les supporters de l'équipe visiteuse. La condamnation de facto du supportérisme se substitue alors à la lutte contre le hooliganisme. Les policiers français chargés du maintien de l'ordre dans les stades n'ont plus l'habitude de ces situations de tension, qui permettent de les former aux risques engendrés par les foules sportives.

Politique exclusivement répressive

Dans les jours qui ont suivi les odieux attentats du 13 novembre, nombre d'arrêtés ont visé les rencontres du championnat de France de football au prétexte, selon les autorités, du manque d'effectifs policiers avec l'état d'urgence. Cette politique a été prolongée jusqu'à la fin de la saison sportive. Les autorités ont multiplié les restrictions et les interdictions pour des rencontres, dont la plupart ne semblaient pas induire de quelconque risque de trouble à l'ordre public, à l'instar de Saint-Louis-Neuweg - Grenoble, le 30 janvier en championnat de France amateur (le 4^e niveau du football français). Des mesures qui sont en contradiction avec les propos du président de la République qui affirmait lors de l'hommage national aux victimes des attentats: «*Nous continuerons à aller dans les stades.*»

De son côté, le commissaire Antoine Boutonnet qui dirige la DNLH semble justifier ces interdictions en affirmant que «*l'objet aujourd'hui, c'est de ne pas prendre de risques*». En réponse à cette recommandation l'Association nationale des supporters (ANS), qui regroupe plus d'une trentaine d'associations, a, sur le mode l'humour, «interdit l'organisation du championnat d'Europe de football 2016». Au-delà de cette plaisanterie – qui témoigne d'ailleurs d'une réelle crispation – et à la lumière de cette in-

curie, la gestion et l'accueil décent de dizaines de milliers de supporters européens durant la compétition semblaient largement compromis.

Au-delà de l'incompétence des autorités à gérer ces déplacements, la multiplication des arrêtés est le résultat d'une politique supportériste exclusivement répressive. Une tendance, à l'œuvre chez certains de nos voisins, comme en Italie, où le modèle du tout-répressif vide lentement les stades et n'a pas mis un terme aux incidents. Le risque zéro n'existe pas en football, il paraît illusoire de penser que les violences entre supporters peuvent être totalement évincées, mais peut-être est-il possible de limiter au maximum grâce à la mise en place d'une politique raisonnée. C'est ce que semble démontrer l'exemple allemand, puisque malgré des heurts récurrents entre factions antagonistes, la grande majorité des supporters ne subit pas les conséquences d'une minorité violente, d'ailleurs les stades de nos voisins d'outre-Rhin enregistrent les meilleures affluences d'Europe.

Au-delà des débats soulevés notamment par les restrictions de liberté individuelle et pour s'en tenir au football, cette politique n'endigue en rien la tension qui règne autour de certaines rencontres.

Au contraire, des groupes de supporters indépendants, s'organisent en marge des rencontres pour se confronter violemment. D'ailleurs, les travaux empiriques tendent à souligner que la répression a participé à l'éloignement de ces individus des groupes de supporters structurés en association. En outre, cette saison, nombreux ont été les incidents entre supporters et forces de l'ordre. Cette tension exacerbée a atteint son paroxysme lors des rencontres Le Havre-Lens et Reims-Bastia. Certains supporters n'ont cessé de dénoncer des dispositifs disproportionnés et les tensions qui règnent autour des stades.

L'annonce par le commissaire Boutonnet de l'interdiction de séjour sur le territoire français prononcée à l'égard de 3.000 hooligans anglais ainsi que le déploiement de «spotters» étrangers – des physionomistes chargés de la surveillance de ces supporters – dans les différentes villes hôtes ne suffisent pas pour se prémunir contre les violences. Ces dernières, à Marseille, ont démontré que les échanges entre les différentes polices européennes n'avaient pas permis d'empêcher un groupe de 150 hooligans russes de tenir le devant de la scène médiatique et de se battre durant près d'une demi-heure dans le centre de la Cité phocéenne sans être ré-

ellement inquiétés. Ces mêmes individus se sont retrouvés en bas du virage sud du stade Vélodrome, où ils ont exhibé leurs muscles, avant de passer à l'action au coup de sifflet final, chargeant la foule, des scènes absentes des stades depuis une quinzaine d'années. Pas un seul d'entre eux n'a été appréhendé. Même en excluant une partie des supporters fichés pour des actes de hooliganisme – dans le cas de la Russie, la liste comportait 30 noms – ils arrivent à s'organiser des mois à l'avance en déjouant la vigilance des services de police.

Ainsi, la connaissance de la pluralité des phénomènes supportéristes devrait consister en un postulat organisationnel des compétitions footballistiques. La catastrophe sécuritaire de Marseille doit servir de leçon pour organiser d'une autre manière les rencontres. L'incompétence de certains acteurs, comme le commissaire Antoine Boutonnet, à la tête de la DNLH est évidente, lorsqu'il déclare après les événements de Marseille: «*Pas de constat d'échec.*»

Effectivement, ce n'est pas un échec, c'est une Bérézina, mais, il faut rebondir sur ces erreurs pour proposer des solutions alternatives à la politique du tout-répressif qui clairement a montré ses limites.

SEBASTIEN LOUIS



En Allemagne, malgré des heurts récurrents entre factions antagonistes, la grande majorité des supporters ne subit pas les conséquences d'une minorité violente.»